

## Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### Finances

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

#### Absents :

## Apurement annuel des régies - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2019 et 2020, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 556,50 € concernant 3 régies :

- Régie mixte Maison pour Tous Léo Lagrange ;
- Régie mixte Maison pour Tous Marie Curie ;
- Régie de recettes des Marchés Permanents.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol. Les trois régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, la Ville a été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs. La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur.

Or, trois de ces déficits de ces régies ne résultent pas de ces circonstances. Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- en accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à cette demande de remises totales détaillées ci-dessous :

<b>Régies</b>	<b>Régisseurs</b>	<b>Montant du déficit</b>	<b>Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale</b>	<b>Avis du Trésorier</b>
Marchés Permanents	M. SICCAT	50.00 €	24 Mai 2019	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Marchés Permanents	M. SICCAT	100.00 €	24 Septembre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2020 au chapitre 936 ;  
 - En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

<b>Régies</b>	<b>Régisseurs</b>	<b>Montant du déficit</b>	<b>Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale</b>	<b>Avis du Trésorier</b>
Marchés Permanents	M. SICCAT	127.50 €	11 Décembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 50 €
Maison pour Tous Léo Lagrange	Mme SCHLESINGER	179.00 €	30 Septembre 2019	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 60 €
Maison pour Tous Marie Curie	Mme COSTE FRAYARD	100.00 €	05 Mars 2020	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 50 €

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2020 aux chapitres 936 et 933 ;  
 - d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201130-146298-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/12/20  
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.